

CHAP. 42

Loi amendant l'article 1301 du Code civil, relativement à la capacité de la femme mariée de faire certains contrats

[Sanctionnée le 2 juin 1904]

Preamble.

ATTENDU qu'il s'est élevé des doutes sur le sens de l'article 1301 du Code civil ;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative de Québec, décrète ce qui suit :

Interprétation de C. C., 1301.

1. L'article 1301 du Code civil ne s'est jamais appliqué aux achats, ventes ou échanges d'immeubles ni aux baux emphytéotiques faits par des femmes mariées.

C. C., 1301, amendé.

2. L'article 1301 du dit code est amendé en y ajoutant les mots suivants : " sauf les droits des créanciers qui contractent de bonne foi ".

Entrée en vigueur et causes pendantes.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, mais n'affectera pas les causes alors pendantes.

CHAP. 43

Loi amendant le Code civil, relativement aux privilèges des architectes, constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux

[Sanctionnée le 2 juin 1904]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative de Québec, décrète ce qui suit :

C. C., 2013, amendé.

1. L'article 2013 du Code civil, tel que remplacé par la loi 59 Victoria, chapitre 42, section 2, est amendé :

(a) En retranchant le mot : " et " après le mot : " architecte ", dans les première et sixième lignes ;

(b) En ajoutant après le mot : " constructeur ", dans les deuxième et sixième lignes, les mots : " et les fournisseurs de matériaux ".

C. C., 2013a, amendé.

2. L'article 2013a du dit code, tel qu'édicte par la section 2 de la dite loi, est amendé en y ajoutant le paragraphe suivant :

Fournisseur de matériaux.

" 5. Le fournisseur de matériaux."